Zeitschrift: Actes de la Société jurassienne d'émulation
Herausgeber: Société jurassienne d'émulation
Band: 114 (2011)

Artikel: L'archéologie jurassienne : quel passé ! quel avenir ?
Autor: Fellner, Robert
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-684830

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 07.08.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

L'archéologie jurassienne : quel passé ! quel avenir ?

Robert Fellner

L'archéologie cantonale jurassienne se trouve actuellement devant un tournant décisif. En effet, les recherches liées à la construction de l'autoroute A16 Transjurane, « moteur » de nos activités depuis la mise en place de la Section d'archéologie en 1985, touchent à leur fin. Cet état de fait induit une réduction drastique du personnel, de même qu'une importante réorganisation interne, et le devenir de l'archéologie dans le Jura reste à ce jour incertain.

Cette page autoroutière qui se tourne offre pourtant une belle opportunité de revenir sur le travail accompli, et ainsi de présenter un petit historique de cette archéologie régionale, de ses débuts jusqu'à aujourd'hui…

Les premières recherches

Les toutes premières interrogations sur l'origine du peuplement de la région jurassienne ne nous sont pas parvenues. Le plus ancien écrit à ce sujet, les « Lettres à Monsieur l'abbé de B*** sur les découvertes que l'on a faites sur le Rhin »[1], rédigées par le père jésuite français Pierre-Joseph Dunod en 1716, fait référence à des traditions locales préexistantes pour identifier l'enceinte fortifiée au sommet du Mont Terri à Cornol comme étant le « camp de Jules César ». Les réflexions de R.P.J. Dunod s'inscrivent dans la tradition des érudits de l'époque : il se basa en premier lieu sur les écrits de César et sur sa propre appréciation des lieux pour formuler ses hypothèses. A ses yeux, la plaine située entre le Mont Terri et Porrentruy devint le champ sur lequel les armées de César et d'Arioviste s'affrontèrent, tandis que la Pierre Percée de Courgenay, vestige d'un dolmen néolithique, se mua en monument commémorant la victoire d'Arioviste sur les Gaulois (Fig. 1). Toutefois, Dunod fit réaliser un petit sondage à la pelle et à la pioche auprès de ladite Pierre Percée afin de confirmer son interprétation[2]. Bien que n'étant que brièvement mentionnée dans des ouvrages plus tardifs, cette initiative n'en représente pas moins le premier sondage « archéologique » pratiqué en terre jurassienne ! Une des rumeurs engendrées par la réalisation de ce premier sondage affirmait que la base de la

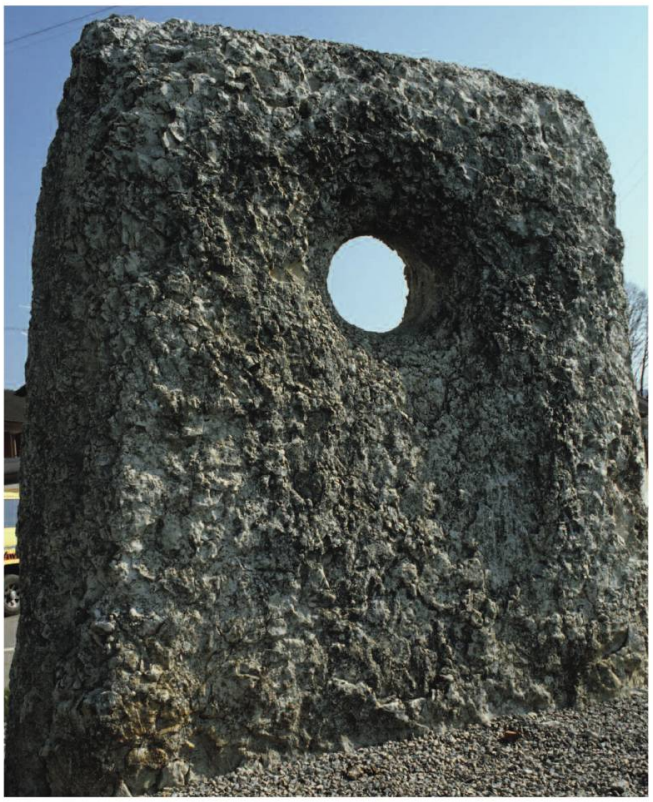

Fig. 1. Pierre Percée, Courgenay
(Photo Bernard Migy, OCC-SAP)

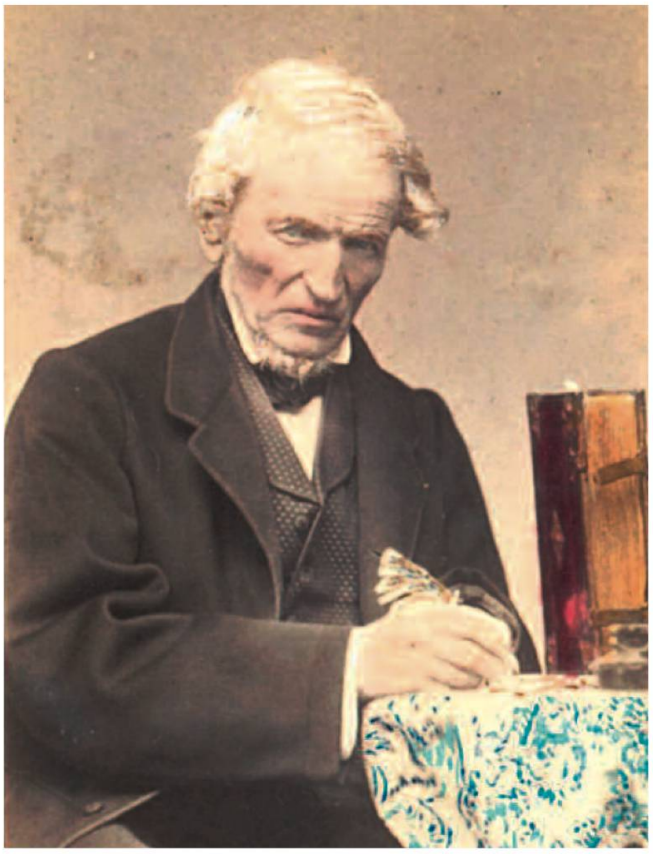

Fig. 2. Auguste Quiquerez.

pierre avait été fixée au socle rocheux par des barres de fer et de cuivre. En 1804, une deuxième intervention fut donc entreprise pour confirmer ou infirmer ces dires. Les pourtours du monument furent déblayés jusqu'au substrat rocheux, sans toutefois mettre en évidence un quelconque appareillage de fixation (mais en entraînant sans doute la destruction de toute trace humaine éventuelle liée à l'occupation néolithique…)[3].

Le Mont Terri fit également l'objet de quelques sondages précoces en 1794. Cependant, ce furent les «fouilles» du baron C. de Kloeckler et de son beau-fils A. de Maupassant en ce même lieu qui menèrent, en plein milieu du XIXe siècle, à la première controverse de l'archéologie jurassienne[4]. Ces derniers découvrirent en effet plus de deux mille monnaies romaines et de nombreux autres objets remontant à cette époque, dont une inscription faisant référence à Labienus, officier romain ayant servi Jules César en personne. Cette «preuve» de la présence de César sur le Mont Terri s'avéra rapidement être une supercherie : non seulement l'inscription avait été faussée, mais la majorité de la collection de Kloeckler et de Maupassant avait été acquise en France et n'avait jamais été découverte sur le site !

Peu après ce scandale, qui sema le doute sur la fiabilité des investigations de terrain, les premières recherches archéologiques «sérieuses» sur le sol jurassien furent entreprises par Auguste Quiquerez (1801-1882)[5]. Homme politique, puis ingénieur des mines dès 1846, ce savant polyvalent s'intéressa toute sa vie à l'archéologie (Fig. 2). C'est à lui que l'on doit la première carte archéologique de la région, ainsi qu'une multitude de descriptions et relevés de sites détruits par les constructions de son vivant. Véritable père de l'archéologie jurassienne, il s'intéressa également à la sidérurgie ancienne et fut un des pionniers des investigations archéologiques d'ateliers liés à cette industrie.

La disparition de Quiquerez en 1882 entraîna une sévère perte de vitesse pour l'archéologie locale. Ce n'est qu'après la première guerre mondiale que les activités de terrain – prospections, sondages, fouilles – furent à nouveau couramment effectuées dans nos régions[6]. Il importe ainsi de mentionner Carl Lüdin, plâtrier-peintre de Bâle, qui commença dès 1922 à s'intéresser à l'habitat protohistorique du Roc de Courroux. Ces travaux continuèrent jusqu'en 1976, et il laissa derrière lui une immense collection d'objets datant de la fin de l'âge du bronze, accompagnée d'une documentation malheureusement lacunaire. Durant cette même période, l'ophtalmologue Frédéric-Edouard Koby (1890-1969) se passionna pour la spéléologie et la paléontologie. Il consacra beaucoup de temps à explorer des grottes et des réseaux karstiques, dans et au-delà de la région, souvent en compagnie d'Albert Perronne (1891-1982), chimiste et commerçant.

Des fouilles extensives et variées furent également entreprises par l'architecte Alban Gerster (1898-1986), avant et après la Deuxième guerre. Particulièrement intéressé à l'archéologie romaine, il mènera notamment entre 1935 et 1938, avec le soutien d'André Rais (1907-1979), conservateur du Musée jurassien d'art et d'histoire à Delémont, la fouille de la *villa* de Vicques[7].

Sous l'égide de l'administration bernoise

Comme partout sur le territoire bernois, l'exploration des vestiges matériels du passé jurassien fut régularisée à partir de 1950, date marquant la professionnalisation de l'archéologie cantonale par la nomination de Hans-Georg Bandi. A la fois directeur de la Section préhistoire et archéologie du Musée historique de Berne et professeur de préhistoire et paléoethnographie à l'Université de Berne, H.-G. Bandi s'employa à doter la gestion du patrimoine archéologique d'une base solide, plaçant la protection – ou, lorsque cela s'avérait impossible, la documentation – des sites menacés au premier plan. Peu à peu, un registre des sites archéologiques fut dressé, et des zones de protection archéologique furent délimitées. En 1969, la fondation du Service archéologique en tant qu'entité indépendante permit d'accélérer ce processus.

En 1953, quelques tombes à incinération gallo-romaines furent découvertes par hasard lors de l'exploitation d'une gravière à Courroux. André Rais et son ami Alban Gerster visitèrent aussitôt les lieux et informèrent H.-G. Bandi de ces découvertes. Deux campagnes de fouille, dirigées par A. Rais, furent mises sur pied en 1953 et en 1958 avec le soutien financier et personnel du Musée historique de Berne, permettant la documentation de ce cimetière et de son riche mobilier avant sa destruction[8].

D'autres interventions de sauvetage eurent lieu à la collégiale de Saint-Ursanne entre 1964 et 1974. Les travaux de drainage et de restauration entrepris par le Service des monuments historiques nécessitèrent plusieurs interventions archéologiques préalables, tout d'abord placées sous la direction d'A. Gerster, puis sous celle de Hans-Rudolf Sennhauser[9]. Ces investigations, financées par le canton de Berne, documentèrent une partie des vestiges des premières constructions ecclésiastiques au sein de cette ancienne abbaye, remontant au VIIe siècle.

Par contre, les recherches effectuées entre 1968 et 1981 par le Laboratoire de préhistoire de l'Université de Bâle au Löwenbourg, sur la commune de Pleigne, furent entreprises sous l'angle de fouilles de recherche et non de sauvetage, le site n'étant pas menacé. Financés par la propriétaire

du domaine, la fondation Christoph Merian de Bâle, ces travaux, dirigés par Elisabeth Schmid, permirent de mettre au jour une mine de silex remontant au néolithique moyen.

Une nouvelle propriétaire

Avec l'instauration de la République et Canton du Jura, la responsabilité du patrimoine archéologique conservé et enfoui à l'intérieur du territoire jurassien revint à cette nouvelle entité. L'Assemblée constituante, siégeant dès mars 1976, décida d'imputer cette charge à l'Office du patrimoine historique (l'actuel Office de la culture), sans toutefois prévoir ni le personnel, ni le financement nécessaire pour son accomplissement. On envisageait alors de conclure un concordat avec un canton voisin, considérant l'archéologie comme étant essentiellement une tâche administrative. En 1979 déjà, Bernard Prongué, alors chef de l'Office du patrimoine historique, remarqua que cette voie était impraticable. Professeur à l'Université de Fribourg, il chercha donc un financement externe pour l'établissement d'un inventaire des sites archéologiques, s'adressant en premier lieu au Fonds national suisse de la recherche scientifique. Cette démarche se montra également infructueuse, le Fonds national suisse étant de l'avis que cette tâche incombait clairement au canton. Le projet de la construction de l'autoroute «Transjurane», reliant le nouveau canton au plateau suisse, apparaîtra dès lors comme une aubaine, avec la perspective de permettre le financement de cet inventaire, au moins le long du futur tracé de cette voie. Avec le soutien du Service des ponts et chaussées, un crédit cantonal fut obtenu à cette fin. Ainsi, en 1980 et 1981, l'Office du patrimoine historique mandata à deux reprises François Schifferdecker, archéologue alors actif dans le canton de Neuchâtel, pour réaliser ce travail. Le résultat fut encourageant : plusieurs sites archéologiques d'un intérêt potentiel considérable, souvent déjà repérés par Auguste Quiquerez, semblaient se situer sur le tracé de l'autoroute. La fouille et l'étude des vestiges archéologiques (et paléontologiques !) menacés par les constructions fédérales étant à la charge de la Confédération, la mise en place d'une section d'archéologie, chargée en premier lieu de la sauvegarde du patrimoine archéologique sur le tracé de la future autoroute et financé principalement par l'Office fédéral des routes, fut alors envisageable.

Toutefois, un événement imprévu rappela très vite que les vestiges archéologiques ne sont pas cantonnés à l'emprise des autoroutes. En mars 1980, deux squelettes furent ainsi découverts lors de travaux de réfection à l'intérieur d'une maison à Courfaivre[10]. L'ancienneté de ces vestiges étant évidente, l'Office du patrimoine historique fut chargé du dossier et mandata François Schifferdecker afin d'organiser une fouille, avec le soutien

d'une petite équipe de trois techniciens de fouilles temporairement détachés de l'archéologie cantonale neuchâteloise. Durant deux mois en 1980 et un mois en 1981, dix-huit tombes furent ainsi entièrement ou partiellement documentées. Leur organisation et le mobilier retrouvé dans quatre tombes les identifièrent clairement en tant que vestiges remontant au Haut Moyen Age, et plus spécifiquement au VIIe siècle.

L'Age d'or : la parenthèse autoroutière

Suite au vote populaire de 1982, affirmant le soutien de la population de la RCJU pour le projet N16-Transjurane, ce dernier fut inscrit en 1984 par les Chambres fédérales dans le réseau des routes nationales. Si la présence intermittente de l'archéologue François Schifferdecker fut assurée entre 1982 et 1984 par des mandats à temps partiel, la situation se régularisa par sa nomination en tant qu'archéologue cantonal dès août 1985. La sauvegarde des sites sur le tracé de la Transjurane étant définie comme représentant sa charge principale, son salaire fut assuré à 75 % par la Confédération et à 25 % par le Canton du Jura. Dans les années qui suivirent, l'investissement fédéral se développa à un rythme fulgurant. Par contre, le quart de poste de l'archéologue cantonal demeura jusqu'en 2010 le summum du personnel fixe mis à disposition de l'archéologie hors A16 par le Canton du Jura.

En 1986 commença ainsi la première campagne de sondages sur le tracé de l'autoroute, menée par une petite équipe composée d'une archéologue, d'un sédimentologue et d'un technicien de fouilles. On adopta une méthode ayant déjà fait ses preuves en amont des travaux routiers dans d'autres cantons, consistant à creuser à des intervalles réguliers (tous les dix ou vingt mètres, selon l'intérêt de la zone concernée), à l'aide d'une pelle mécanique, une tranchée large d'un peu plus d'un mètre et longue de quatre à cinq mètres, la profondeur variant en fonction de l'épaisseur des dépôts potentiellement intéressants[11]. Ouvrant une fenêtre dans le sol, chaque sondage permet par ce biais d'observer la séquence sédimentaire locale et de repérer les éventuels signes d'une occupation humaine ancienne. La plupart des sites archéologiques découverts sur le tracé de la Transjurane furent repérés par cette méthode, seul un petit nombre étant connu à travers les observations anciennes ou par des traces visibles en surface (Fig. 3). En tout, quelque huit mille sondages furent réalisés entre 1986 et 2006, soit durant une période de près de vingt années. Non seulement ces derniers furent-ils à l'origine de la découverte de nombreux sites archéologiques, mais c'est également lors d'un sondage archéologique que les premières traces de dinosaures furent dépistées !

Fig. 3. Campagne de sondages archéologiques le long du tracé de la Transjurane.

Fig. 4. Alle-Les Aiges : grenier gallo-romain, utilisé entre le I^e^ et le IIIe siècle. (Photo Bernard Migy, OCC-SAP)

Fig. 5. Pots campaniformes («en forme de cloche») provenant du site de Alle-Noir Bois. (Photo Bernard Migy, OCC-SAP).

Dès la première campagne de sondages, plusieurs sites potentiels furent mis au jour et la fouille de l'un d'entre eux, l'abri sous-roche de Saint-Ursanne-Les Gripons, démarra en 1987[12]. Occupée dès le mésolithique ancien, vers 9000 av. J.-C., cette modeste grotte abrita à plusieurs reprises un petit groupe de chasseurs-cueilleurs pendant un bref laps de temps. Une année plus tard débuta la fouille de la ferme gallo-romaine de Boécourt-Les Montoyes, fouille dont les résultats furent diffusés dans la première monographie, sortie en 1991, de la nouvelle collection des *Cahiers d'archéologie jurassienne* (CAJ), série de publications scientifiques née de la collaboration entre la Section d'archéologie de l'Office du patrimoine historique (aujourd'hui Section d'archéologie et paléontologie de l'Office de la culture) et la Société jurassienne d'Emulation.

A partir de ce moment, les découvertes s'enchaînèrent coup sur coup. En 1989, les bas fourneaux mérovingiens de Boécourt-Les Boulies, ainsi que l'habitat de l'âge du bronze de Glovelier-Les Viviers, furent fouillés. En 1990 s'ajoutèrent les greniers gallo-romains d'Alle-Les Aiges (Fig. 4), la route romaine de Porrentruy-Sous Hermont ainsi que les vestiges de l'âge du bronze de Boécourt-Les Montoyes. Mais c'est dans la décennie suivante que les interventions de terrain connurent leur apogée. Le site d'Alle-Noir Bois, fouillé sur une surface de 2,5 ha entre 1991 et 1993, livra de nombreux vestiges remontant à diverses époques : paléolithique, néolithique, de l'âge du fer, gallo-romaine et du Haut Moyen Age (Fig. 5). Plus extensives encore furent les fouilles menées sur 3,5 ha à Develier-Courtételle, hameau mérovingien, entre 1993 et 1997. Le plus grand chantier de fouilles archéologiques fut toutefois le site de Delémont-En la Pran, dont l'habitat et la nécropole furent occupés principalement durant l'âge du

bronze et l'âge du fer. A cet emplacement, une surface totale de 4 ha fut explorée entre 1996 et 2001. Ces périodes fastes de l'archéologie de terrain correspondirent proportionnellement avec le plus grand nombre de collaborateurs ayant jamais travaillé pour l'archéologie jurassienne : en 1997, cent trente-deux personnes étaient en effet engagées dans ce domaine, correspondant à septante-cinq postes à plein temps !

Avec le nouveau millénaire, les fouilles se concentrèrent surtout sur la section 2 de l'autoroute, entre Porrentruy et Boncourt. De dimensions généralement plus modestes, les chantiers ajoulots ne furent cependant pas sans intérêt. A Courtedoux-Creugenat, un deuxième hameau mérovingien fut exploré entre 2000 et 2002 sur une surface de 0,8 ha. Plusieurs tronçons d'une voie romaine furent fouillés sur le plateau de Courtedoux entre 1999 et 2008 et trois combes situées sur le territoire de Chevenez révélèrent des vestiges datant surtout de l'âge du fer et du Haut Moyen Age. De nombreux silex mésolithiques furent découverts dans une doline à Bure-Montbion, tandis qu'à Boncourt-Grand'Combes, les vestiges les plus importants étaient liés à la transformation du calcaire affleurant en chaux. Au moins sept fours à chaux, remontant majoritairement à l'époque romaine, furent ainsi documentés (Fig. 6).

Fig. 6. Boncourt-Grand'Combes : four à chaux d'époque romaine. (Photo Bernard Migy, OCC-SAP)

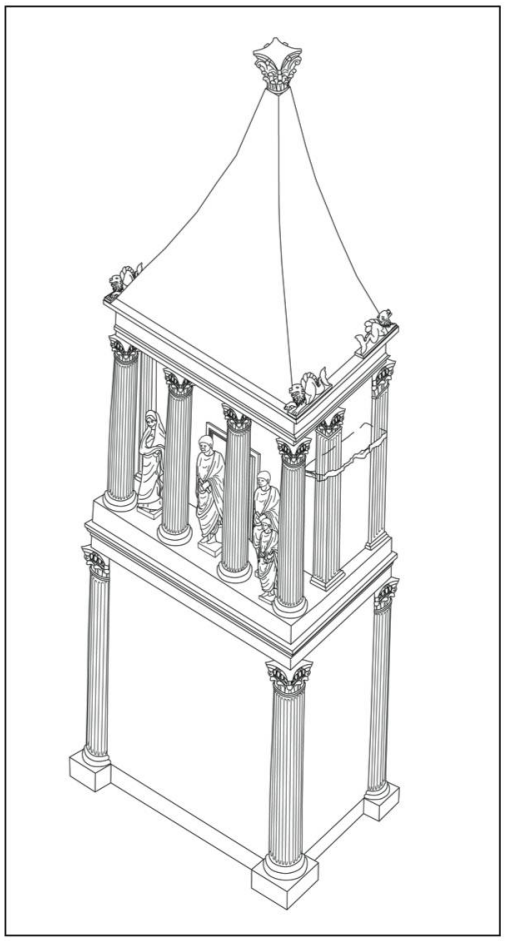

Fig. 7. Delémont-La Communance : reconstitution d'un mausolée gallo-romain. (Illustration Prisca Simon, OCC-SAP)

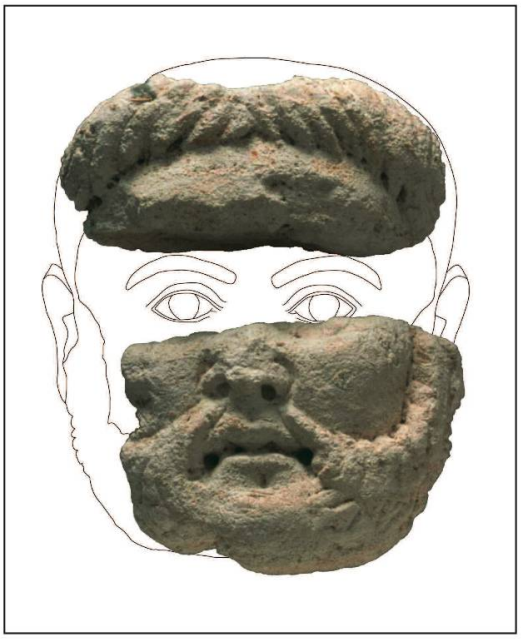

Fig. 8. Delémont-La Communance : tête barbue. (Photo Bernard Migy, Dessin Claude Gigon, OCC-SAP)

Fig. 9. Rebeuvelier-La Verrerie : atelier en cours de dégagement. (Photo Bernard Migy OCC-SAP)

Cette période connut de la même façon une activité intense sur les sections 7 et 8 de l'autoroute, entre l'échangeur de Delémont ouest et la frontière cantonale, où les vestiges d'un mausolée gallo-romain furent mis au jour à Delémont-La Communance entre 1999 et 2000 (Fig. 7, 8). Egalement au sud de Delémont, les sites de La Deute, La Beuchille et du Tayment révélèrent des traces d'habitats des âges des métaux lors des fouilles menées entre 1999 et 2001. A la frontière cantonale, la verrerie de Rebeuvelier fit l'objet de recherches en 2004 et 2005. Malgré le fait que cet atelier était encore en utilisation jusqu'au milieu du XIXe siècle, on ne disposait dans les archives que de très peu d'informations sur sa production et sur les procédés utilisés. Une investigation archéologique de ces vestiges modernes se montra donc hautement profitable (Fig. 9).

La dernière fouille archéologique sur le tracé de la Transjurane représenta en quelque sorte un retour aux sources de ce grand projet : durant l'été 2011, la construction d'une aire de repos à Boécourt nécessita en effet une extension des surfaces fouillées aux Montoyes entre 1988 et 1990. Les vestiges découverts, datant de l'âge du Bronze et de l'époque gallo-romaine, permirent dès lors de compléter nos connaissances de la ferme gallo-romaine et de l'habitat du bronze final découverts jadis en ces lieux. La boucle était donc bouclée…

Les travaux de terrain cités dans les paragraphes précédents ne représentent toutefois que la moitié de la (pré)histoire. Tout aussi importants furent – et demeurent encore – les efforts investis dans l'étude et l'élaboration des données recueillies lors des fouilles. Outre les recherches scientifiques, la préparation et l'inventaire des objets, la réalisation de plans et des illustrations, les tâches de l'édition et de l'administration occupèrent un personnel important. Le fruit de ces travaux est visible à travers la trentaine de monographies scientifiques parues dans la série des *Cahiers d'archéologie jurassienne* (CAJ), dont bon nombre peuvent désormais être consultés en ligne (sous www.jura.ch/sap). Plusieurs CAJ «autoroutiers» verront encore le jour dans les prochains mois, la dernière étude archéologique réalisée dans le cadre des travaux A16 devant être achevée durant l'année 2013.

Et en dehors de l'autoroute…

Dès son entrée en fonction en 1985, l'archéologue cantonal François Schifferdecker tenta d'assurer la protection du patrimoine archéologique sur l'ensemble du territoire cantonal, avec les maigres moyens mis à sa disposition. Au quart de poste que lui avait octroyé le Canton s'ajouta un montant variable, allant annuellement de 0 à plus de 100000 francs, destiné

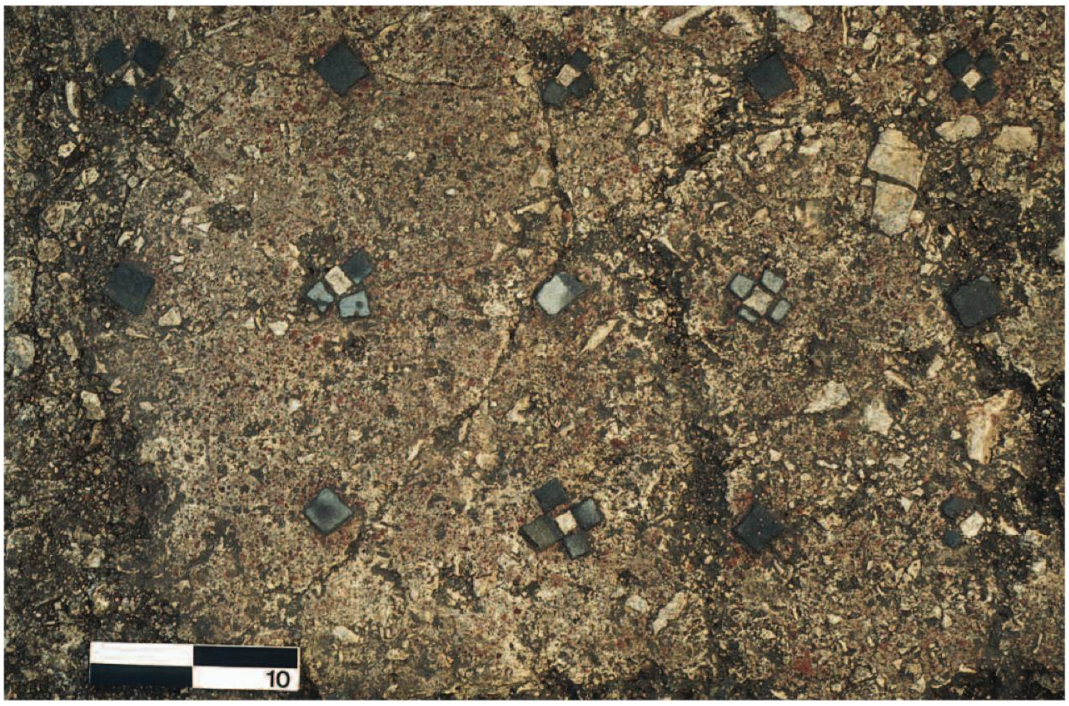

Fig. 10. Buix-Prairie Dessous : vue de détail du pavement à décor de tesselles. (Photo Bernard Migy, OCC-SAP)

à financer d'éventuelles observations de terrain. Parmi les interventions majeures de l'archéologie cantonale en dehors de l'autoroute peuvent être cités :

– la fouille de l'abri des biens culturels à l'Hôtel-Dieu de Porrentruy entre 1991 et 1992, qui révéla des traces de plusieurs occupations humaines allant du mésolithique jusqu'au Moyen Age ;

– les fouilles de la *villa* gallo-romaine de Buix entre juillet et octobre 1993. Entrepris afin de documenter les vestiges menacés par la construction d'un réseau de canalisations, ces travaux permirent d'entrevoir l'étendue considérable de ces ruines bien conservées (Fig. 10) ;

– les sondages et le suivi des travaux lors de la revitalisation du château de Miécourt, entre 1996 et 2002, permirent de reconstituer l'histoire de cet ensemble d'édifices médiévaux[13] ;

– la découverte fortuite de vestiges gallo-romains à Porrentruy-La Perche, durant le printemps 2004, mena à l'intervention la plus importante à ce jour de l'archéologie cantonale hors de l'A16. Les restes d'au moins trois bâtiments, faisant probablement partie d'un grand domaine agricole ou *villa,* furent documentés lors de six campagnes de fouilles consécutives menées entre 2005 et 2009 ;

– la fouille réalisée en 2010, en amont de l'aménagement d'une décharge à Courtételle-La Rintche, révéla le plan presque complet d'une ferme celtique du deuxième âge du fer, ainsi que quelques traces d'une occupation de l'âge du bronze moyen.

Les collaborations occasionnelles avec des partenaires externes enrichirent également notre connaissance du passé jurassien. La plus importante d'entre elles fut menée à travers les sondages réalisés par le Séminaire de pré- et protohistoire de l'Université de Bâle sur le Mont Terri à Cornol entre 1984 et 1987[14]. Ces recherches permirent de dater et de comprendre les fortifications de ce site de hauteur occupé principalement durant l'âge du fer, la fin de l'époque gallo-romaine et le Moyen Age.

En 1992, le projet de thèse de Ludwig Eschenlohr lança, avec le soutien du Fonds national suisse de la recherche scientifique et l'aide de collaborateurs bénévoles du Groupe d'archéologie du fer de la Société jurassienne d'émulation, une exploration intensive des vestiges sidérurgiques situés sur et au-delà du territoire cantonal. Une première étape fut franchie en 2001 avec la publication de ladite thèse[15]. Depuis, cette démarche très fructueuse continue de produire des résultats révélateurs sur l'exploitation du minerai de fer jurassien entre le Haut Moyen Age et la période moderne.

Si ces diverses activités opérées depuis 1985 permirent de documenter des vestiges archéologiques en dehors du tracé autoroutier, les moyens à disposition n'ont certainement pas permis de protéger l'intégralité de ce patrimoine. Avec un quart de poste fixe, il était tout bonnement impossible de suivre de manière systématique et intégrale les projets de construction ou d'aménagement susceptibles de menacer des sites archéologiques. Un contraste marqué se dessina alors entre le suivi archéologique sur le tracé la Transjurane, d'une part, et sur le reste du territoire cantonal, de l'autre. Très complètes sous l'autoroute, les observations ne restèrent que bien lacunaires en dehors de cette voie. Ceci a certainement impliqué la perte irrémédiable d'une partie de ce patrimoine – perte dont on ne connaîtra jamais l'étendue.

Le présent – et l'avenir ?

La réorganisation de la Section d'archéologie et paléontologie de l'Office cantonal de la culture, induite par le départ de l'ancien archéologue cantonal François Schifferdecker, a ouvert la possibilité de revoir les effectifs mis à disposition de l'archéologie cantonale (hors A16). Dans le courant de 2010, ceux-ci furent quadruplés, passant d'un quart de poste à un poste entier. Ce poste est actuellement divisé entre trois personnes : l'archéologue cantonal (le soussigné, 40 % hors A16), l'archéologue cantonale adjointe (Céline Robert-Charrue Linder, 50 % hors A16), et le responsable

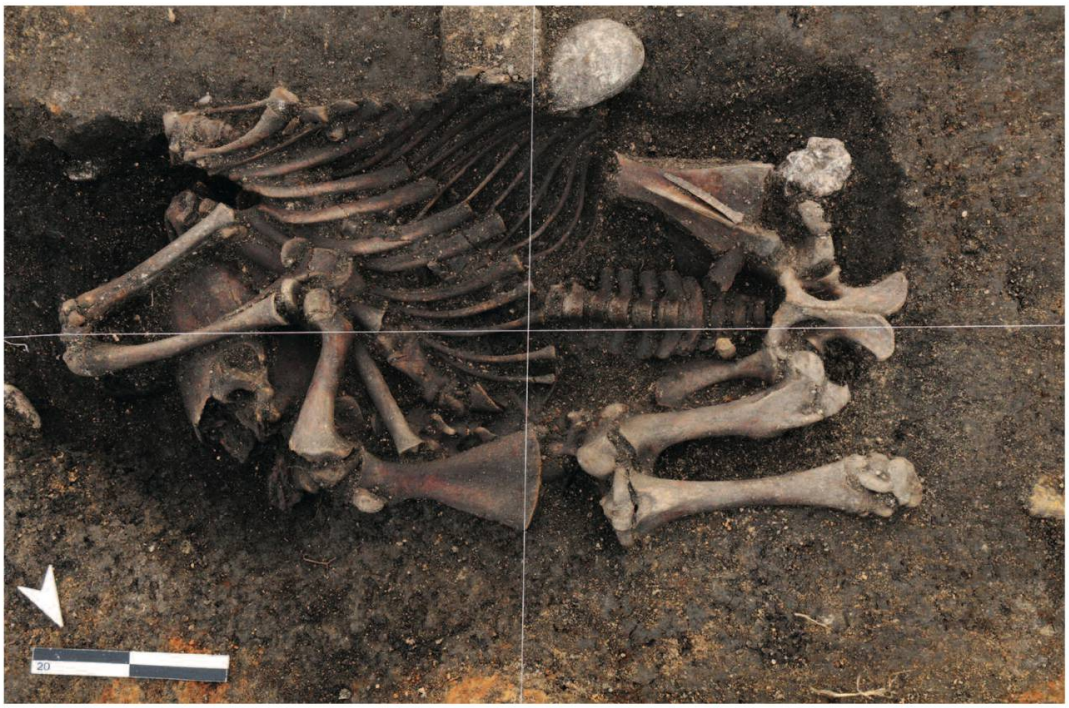

Fig. 11. Courfaivre-La Faverge : squelette de poulain retrouvé enseveli sous le sol d'un bâtiment de la fin du Moyen Age. (Photo Bernard Migy, OCC-SAP)

des ressources humaines et des finances de la Section d'archéologie et paléontologie (Alain Merçay, 10 % hors A16). Cette augmentation importante demeure toutefois très relative par rapport aux besoins réels, mais a permis le développement d'une activité plus intense, détaillée dans le rapport 2010 de l'archéologie cantonale (à consulter en ligne sous www.jura.ch/sap). C'est en premier lieu le suivi des activités de construction et d'aménagement qui en a profité. La fouille d'une maison datant de la fin du Moyen Age à Courfaivre-La Faverge (Fig. 11), de même que la découverte d'un habitat du bronze final à Delémont-La Communance, sont certainement les conséquences directes de cette intensification, les deux sites n'étant pas connus auparavant.

Cependant, la petite équipe en place peine actuellement à assumer les tâches liées à la protection des sites encore enfouis, comme le suivi administratif (prise de connaissance des projets de construction et d'aménagement, rédaction de préavis, etc.) et les observations de terrain (suivi des travaux, réalisation de sondages ou fouilles). Dans l'optique d'une archéologie préventive, l'archéologie cantonale n'intervient que sur les sites menacés de destruction par les nouvelles constructions de toute nature (infrastructures, entreprises, maisons familiales), comme ce fut le cas lors de la réalisation de l'autoroute A16. Par leur croissance exponentielle, ces travaux influent selon la même courbe sur les vestiges enfouis, rendus de

plus en plus vulnérables par l'intensification et l'accélération de la densification du territoire. Dans ce contexte, les recherches archéologiques sont encore bien trop souvent considérées comme venant mettre un «grain de sable» plutôt malvenu. Il est pourtant possible de concilier les impératifs archéologiques et économiques en travaillant de concert, le plus en amont possible, entre les différents acteurs concernés. Cela a été fait avec succès lors de la construction de l'autoroute. C'est également possible en ce qui concerne le reste du territoire cantonal.

Il est également difficile pour l'équipe actuelle d'assumer les autres tâches essentielles que sont l'étude des découvertes, la gestion des collections et la valorisation du patrimoine archéologique auprès du grand public. S'il sera peut-être possible d'externaliser en partie les analyses et les études grâce à des collaborations avec les instituts universitaires, la gestion des collections et la mise en valeur ne peuvent quant à elle être déléguées. L'état des premières est très variable et en partie inquiétant: sans une prise en charge énergique, une part notable des collections archéologiques cantonales risque de continuer à se dégrader au-delà du point de non-retour. Moins critique au premier regard, la mise en valeur pour le grand public ne peut pas non plus être délaissée impunément. L'archéologie cantonale est financée par le contribuable. Elle a donc le devoir de rendre ses découvertes accessibles à un large public, afin de donner un retour sur investissement à une population intéressée par son passé.

L'archéologie A16, qui a mobilisé un grand nombre de collaboratrices et collaborateurs scientifiques et techniques pendant de nombreuses années, touche à sa fin. L'essentiel de ses activités se terminera en 2012, ce qui aura également des implications certaines pour l'archéologie cantonale en dehors du tracé autoroutier. L'infrastructure, financée jusqu'à maintenant par la Confédération, devra être adaptée à la nouvelle situation et il ne sera dès lors plus possible de détacher du personnel engagé sur les travaux A16 pour remplir, à tout moment et pendant une période limitée, des tâches liées à l'archéologie cantonale. La perte de cette flexibilité va demander une gestion plus soutenue des engagements, personnels et financiers, qui ne pourront plus être actionnés ponctuellement en fonction des besoins du moment.

Seul un renforcement de l'équipe actuelle permettra de répondre aux multiples défis évoqués ci-dessus. Pour les mêmes raisons, tous les services archéologiques existant dans les autres cantons peuvent compter sur une équipe fixe de plusieurs collaborateurs. Une démarche visant la mise en place d'une petite équipe composée de trois à quatre postes fixes au total est actuellement en étude. L'aboutissement de ce projet permettrait d'assurer, sur le long terme, la conservation et la mise en valeur du patrimoine archéologique jurassien. La phrase suivante, publiée en 1997 par mon prédécesseur, François Schifferdecker, dans les *Actes* de la SJE, a

gardé tout son sens : *La Transjurane aura été un formidable tremplin ; il ne faudrait pas que cela n'aboutisse qu'à un saut de puce.*[16]

Robert Fellner est archéologue cantonal (à 40%, depuis 2010) et responsable de l'archéologie A16 (à 50%, depuis 2005) au sein de la RCJU. Entre 1994 et 2004, il a dirigé une partie de la fouille, puis le projet d'étude du hameau mérovingien de Develier-Courtételle, dont les résultats ont été publiés dans les volumes 13 à 17 de la série Cahiers d'archéologie jurassienne. *Il a effectué ses études à l'University of Washington à Seattle (BA) et à l'University College de Londres (MA, Thèse). Il est depuis 2009 Privatdozent à l'Université de Berne.*

NOTES

[1] Une version digitalisée de cet ouvrage peut être consulté en ligne sous Google Books.

[2] HELMIG Guido, *Zur Geschichte des Mont Terri*, Archéologie Suisse 7, 1984, p. 104-112.

[3] TROUILLAT Joseph, *Monuments de l'histoire de l'ancien Evêché de Bâle, Tome. I*, 1852, p. XXXVII.

[4] KAENEL Gilbert, MÜLLER Felix et FURGER-GUNTI Andres, *L'occupation celtique du Mont Terri (Jura) sur la base d'anciennes collections jurassiennes*, Annuaire de la Société suisse de préhistoire et d'archéologie 67, 1984, p. 95-122.

[5] GERBER Christophe et SCHIFFERDECKER François, *La recherche archéologique dans le canton du Jura et le Jura bernois*, Jura pluriel 36, p. 6-15.

[6] SCHIFFERDECKER François, *Trois lustres d'archéologie dans le canton du Jura*, Actes de la Société Jurassienne d'Emulation 1997, p. 269-309.

[7] GERSTER Alban et RAIS André, *Reconstitution d'un travail archéologique d'Alban Gerster : la villa gallo-romaine de Vicques*, 1983.

[8] MARTIN-KILCHER Stefanie, *Das römische Gräberfeld von Courroux im Berner Jura*, 1974.

[9] SENNHAUSER Hans-Rudolf, *St-Ursanne. Archäologische Untersuchung der Kirche St-Pierre*, Archéologie Suisse 10, 1987, p. 91-96.

[10] SCHIFFERDECKER François, *Nécropole mérovingienne à Courfaivre/Jura*, Helvetia archaeologica 50, 1982, p. 61-69.

[11] SCHIFFERDECKER François, *Sous la Transjurane – Prospection et sondages entre Porrentruy et Delémont*, Archéologie Suisse 17, 1994, p. 31-35.

[12] La plupart des sites découverts sur le tracé de la Transjurane et cités dans ce chapitre sont actuellement ou seront prochainement publiés dans la série *Cahiers d'archéologie jurassienne*. Le lecteur intéressé peut consulter la liste complète de ces publications, ainsi qu'un nombre grandissant de textes en ligne, sur notre site internet sous www.jura.ch/sap.

[13] DE REYNIER Christian, *Le château de Miécourt (JU) au Moyen Age, nouvelles investigations archéologiques,* Actes de la Société Jurassienne d'Emulation 2008, p. 131-152.

[14] SCHWARZ Peter-Andrew, *Die spätlatènezeitliche und spätrömische Höhensiedlung auf dem Mont Terri (Cornol JU). Die Ergebnisse der Grabungskampagne 1987*, 1993.

[15] ESCHENLOHR Ludwig, *Recherches archéologiques sur le district sidérurgique du Jura central suisse*, 2001.

[16] SCHIFFERDECKER François 1997, p. 301.